



Il y a de l'argent,...

Il y a beaucoup d'argent.

Il y a trop d'argent ...

Les 500 premières fortunes de France ont même vu leur richesse globale augmenter de près d'un quart en un an, rapporte l'hebdomadaire Challenges du jeudi 11 juillet. Cela représente 16 % du produit intérieur brut du pays. C'est « un dixième de la richesse entre les mains d'un cent-millième de la population », affirme Challenges. Bernard Arnault, PDG de LVMH, a gagné 3,1 milliards et Liliane Bettencourt, 7,9 milliards, etc. « Gagner de l'argent en dormant » condamnait déjà François Mitterand. En clair selon Les Echos les entreprises du CAC 40 ont versé quelque 38,3 milliards d'euros de dividendes au titre de l'exercice 2012, un montant en hausse de 5% comparé à ceux versés au titre de l'exercice 2011. Liliane Bettencourt a gagné 7,9 milliards, en ne faisant rien, la pauvre dame. Avec cette somme elle aurait pu entretenir, il est vrai seulement au smic mais tout de même, près de 470 000 personnes, soit deux fois la population de la ville de Bordeaux.

Ces chiffres sont tellement énormes qu'on a peine à y croire. Il faut refaire les calculs. C'est un exercice d'arithmétique du certificat d'études primaires : il y a deux données 1) le gain en une année de 7,9 milliards d'euros, lequel s'ajoute d'ailleurs au capital initial, 2) le montant du smic mensuel qui est approximativement de 1430 euros. L'énormité des chiffres fait penser aux chiffres que l'on utilise en astronomie pour donner par exemple la distance qui séparent deux étoiles ou deux galaxies, des chiffres qui n'ont rien à voir avec les quelques mètres de mon jardin, la dimension des pièces de ma maison ou des objets usuels.

Il faut penser aussi que ce capital n'est que du travail accumulé fait par des dizaines, des centaines, peut-être des milliers d'hommes et de femmes pendant des dizaines, des centaines d'années. Et Madame Bettencourt en dispose à son gré, selon ses caprices, selon ses faiblesses.

« Au début du XX^{ème} siècle, le banquier J.P. Morgan définissait l'écart maximal légitime entre rémunérations dans une même entreprise de 1 à 20. Aujourd'hui, dans les multinationales, les écarts de salaire peuvent aller de 1 à 1000... » écrivaient encore Gaël Giraud et Cécile Renouard, le lundi 28 janvier 2013. Mais quand nous parlons des revenus des capitaux, alors on sort complètement des clous : l'écart n'est plus ni de 1 à 20, ni même de 1 à 1000, mais, nous le voyons, il peut aller jusqu'à « de 1 à 470 000 ». Et nous ne parlons que de la situation de Liliane Bettencourt, il y en a d'autres comme cela. Nous ne jouons plus dans la même cour, nous ne sommes plus dans le même univers. L'argent a une toute autre nature pour les très riches et pour les très pauvres. On sait par exemple ce qui s'est passé aux Etats-Unis en janvier 2008 : deux millions de personnes ont perdu leur maison. Au cours du même mois, Wall Street s'attribuait un bonus de 32 milliards de dollars (2% seulement de moins que l'année précédente).

"Le monde, disait Gandhi, est assez grand pour satisfaire les besoins de tous, Mais il sera toujours trop petit pour satisfaire l'avidité de quelques-uns".

Pourtant ici et ailleurs, les riches, on les soutient, on les protège, on les cajole, on les invite à des banquets. Eh oui, ce sont eux qui donnent du travail, du moins le devrait-il, qui font vivre les entreprises, qui soutiennent l'économie du pays, quelques qu'en soient d'ailleurs les moyens. On ne peut se passer d'eux. Aussi on ne leur demande presque rien, le moins possible d'impôts, ils risqueraient de s'en aller ailleurs.

Il n'y a d'ailleurs pas assez d'impôts pour faire vivre la république. Aussi emprunte-t-on. A qui emprunte-t-on ? Mais à ceux qui ont de l'argent, à ceux qui paie le moins possible d'impôts, aux riches. Ainsi les impôts qu'ils devraient payer, qu'on les dispense de payer, les riches les prêtent à l'État et ils en réclament un intérêt. Ils font ainsi coup double. Ils récupèrent en plus de ce qu'ils

donnent un pourcentage, le risque paraît-il. Oh bien sûr, cela ne se fait pas directement, cela se fait à travers les banques ou autres sociétés financières, mais c'est la même chose.

L'argent a un autre goût pour les très riches et pour les pauvres. L'Etat qui est chargé de la

répartition, par exemple pour les retraites, pour les services publics, pour la santé, ne se préoccupe que de gérer l'argent des pauvres. Il répartit bien sûr mais seulement entre les pauvres. C'est un État pour les pauvres, pas pour les très riches.

Fernand COMTE

Ensemble, défendons nos retraites !

Lors de la Conférence sociale du 20 juin, François Hollande a annoncé que, dans le cadre de la prochaine réforme des retraites, l'allongement de la durée de cotisation sera « la mesure la plus juste » face à « cette chance formidable qu'est l'allongement de l'espérance de la vie ». Cette voie n'est pas acceptable. Les réformes de 1993, 2003, 2007 et 2010 ont déjà réduit les droits à pensions de plus de 30 %, en aggravant les inégalités déjà fortes entre les pensions des femmes et celles des hommes. Elles doivent donc être remises en cause.



Refusons les régressions sociales

« On vit plus vieux, il faut donc travailler plus longtemps », tel est l'argument qu'on nous rabâche. Mais on oublie de préciser qu'augmenter la durée de cotisation, c'est en réalité programmer la baisse des pensions. Baisse immédiate pour tous ceux – chaque année plus de la moitié des nouveaux retraités – qui passent directement du chômage, ou de l'inactivité, à la retraite, et qui ne pourront jamais atteindre cette durée. Baisse à venir pour les nouvelles générations entrées plus tard dans la vie professionnelle du fait de l'allongement des études et qui connaissent déjà un chômage massif, aggravé par l'incitation faite aux seniors qui le peuvent de prolonger leur activité. On oublie aussi de rappeler que l'allongement de la durée de cotisation et la décote pénalisent plus fortement les personnes aux carrières courtes, en majorité des femmes.

L'espérance de vie augmente, mais l'espérance de vie en bonne santé, elle, diminue depuis

plusieurs années. La souffrance au travail se développe, de nouvelles pathologies apparaissent. Les plus dures années au travail sont entre 60 et 65 ans. Les meilleures années de la retraite sont entre 60 et 65 ans. L'allongement de la durée de cotisation, c'est la double peine. Nous ne pouvons pas l'accepter.

L'austérité sans fin est suicidaire

Le gouvernement justifie cette nouvelle réforme par l'allongement de la durée de vie. Mais le déficit actuel ne doit rien au vieillissement de la population. Il s'explique par la récession qui se creuse en Europe, détruit des millions d'emplois et diminue les cotisations sociales induites par l'emploi. Cette récession provient essentiellement des politiques de réduction des dépenses publiques et de baisse du « coût du travail » menées partout en Europe par les gouvernements en accord avec la Commission.

Si, comme cela semble être le cas, le gouvernement inscrit la réforme dans le cadre de ces politiques, il ne pourra que retenir des pistes entraînant une nouvelle baisse du niveau des pensions. Ce qui diminuerait encore le pouvoir d'achat des retraités, aggraverait la récession et entraînerait une nouvelle hausse du chômage. Sans qu'au bout du compte les déficits ne soient réduits !

Il est possible de faire autrement

L'augmentation de l'espérance de vie ne date pas d'aujourd'hui. Par le passé, elle s'est accompagnée d'une diminution du temps passé au travail et d'une amélioration du niveau de vie, grâce à un partage de la richesse produite. C'est à nouveau la voie à suivre.

Pour augmenter le volume des cotisations sociales, il faut en finir avec l'austérité, relancer l'emploi par une réduction du temps de travail, une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu, une augmentation des minima sociaux, une politique audacieuse d'investissement en matière sociale et écologique. Une voie supplémentaire, toujours négligée, pour répondre au besoin de

financement des retraites, est la réalisation de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, à la fois par l'accroissement du taux d'activité des femmes, la suppression des inégalités salariales et la lutte contre le temps partiel subi. Il s'agit là de choix politiques de justice et de solidarité.

Il y a plus de retraité-es ? A moins de décréter leur paupérisation, il est normal de financer leurs retraites en augmentant leur part dans la richesse produite. Selon le Conseil d'orientation des retraites, il faudrait, à législation inchangée, un point de PIB supplémentaire en 2020 pour équilibrer le système de retraite alors que la part des salaires a chuté d'environ 6 points au cours des dernières décennies en faveur des dividendes.

Pour une large mobilisation citoyenne

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. La retraite à 60 ans par répartition n'est pas un fardeau, elle est

une transmission continue et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante. C'est pourquoi elle dépend aussi de l'avenir que la société sera capable d'offrir aux jeunes générations. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité-es, la destruction des solidarités sociales, l'idéologie absurde du « travailler toujours plus » dans une société productiviste et inégalitaire. Cet engrenage favorise l'extrême droite et menace à terme la démocratie. Comme en Europe du Sud et dans bien d'autres pays du monde, la société doit se mettre en mouvement. Pour y contribuer nous organiserons partout des réunions, des initiatives de rue, des ateliers d'éducation populaire et nous soutiendrons les initiatives prises par le mouvement syndical. Nous voulons un système de retraites solidaire.

Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins

Signez l'appel : <http://www.retraites2013.org>

Attac France

UNIVERSITE D'ETE ATTAC 26- 29 Juillet 2013 NIMES

Vue par un Haut-Viennois :

Cette année, l'Université d'été d'Attac qui s'est tenue à Nîmes du 26 au 29 juillet, a rassemblé de 400 à 600 participant.e.s suivant les jours. Les comités locaux (Nîmes, Aix en Provence) avaient choisi l'Université de Nîmes ; ses locaux sont installés dans le fort Vauban, qui jusque dans les années 90 avait été reconverti en prison. Si cette évolution est appréciable sur le plan social et éthique, c'est moins le cas sur le plan architectural ! Le Conseil Régional Languedoc-Roussillon et le Conseil Général du Gard ont apporté leur contribution à la tenue de cette université citoyenne, en versant respectivement une subvention de 20 000 € et de 2000 €.

Le Limousin était représenté par des militants des groupes des 3 départements.

Difficile d'avoir une vision globale, plus de cinquante ateliers se sont déroulés durant ces 4 jours dont la plupart en même temps, seules les plénières réunissaient tous les participants.

Le thème était : "Ruptures et transition, le temps est venu". Ce thème traduit les ambiguïtés des mouvements d'opposition actuels tels qu'Attac. D'un côté, Attac démontre que les ruptures (financière, écologique, économique, énergétique, démocratique, européenne ...) sont nécessaires et possibles, en particulier au travers de sa mission d'Éducation Populaire et c'était pratiquement le

cas dans tous les ateliers. De l'autre, ni la crise mondiale sans précédent depuis 7 ans, ni les mobilisations populaires et les combats militants n'inversent l'avancée de l'emprise du néolibéralisme. Il fallait donc s'interroger pour comprendre ou imaginer comment ces ruptures peuvent amorcer les transitions de tous ordres. Pour cela 5 grands thèmes avaient été retenus : "Sortir des crises de l'Union européenne", "Les sociétés humaines dans les écosystèmes", "Rompre avec le capitalisme financier et les politiques néolibérales", "Géostratégie dans un monde en mouvements", "Quelle(s) relocalisation(s) ?". Un sixième thème a été ajouté quelques jours avant l'université : "Interrogeons nos pratiques militantes".

Les 3 militants d'Attac 87 se sont répartis dans les ateliers. Pour ma part, j'ai suivi en priorité les ateliers concernant la monnaie et la finance. Deux ateliers ont retenu mon attention. "Sortir du piège de la dette" où Eric Toussaint a expliqué très en détail les expériences de renégociation des dettes souveraines de l'Argentine, de l'Équateur et de l'Islande. Philippe Corcuff toujours aussi pertinent dans la critique de la gauche ("la désintellectualisation de la gauche") a montré combien nous devons avoir une exigence de globalisation pour que la critique soit aussi émancipatrice ; la contre-expertise technique qui existe aussi à Attac (en

particulier dans le domaine économique) peut délégitimer l'égalité démocratique et la critique radicale.

Les quatre plénières avaient pour thèmes : "Relocalisation économique, re-territorialisation" (le 26), "Réforme bancaire" (le 27), "Un monde en bouleversements" (le 28) et le 29 "Stratégies et priorités de la rentrée". Les plénières étaient d'inégales valeurs. Dans la mesure où elles regroupent des personnes invitées, souvent non membres d'ATTAC et universitaires, les échanges, soit avec les militants, soit avec les autres intervenants permettent d'approfondir cette radicalité critique dont parle Philippe Corcuff. Radicalité qui parfois vient déconstruire les analyses de ces invités qui justement de par leur spécialisation ont une attitude plus conciliante ou compréhensive au travers de leur contre-expertise. Cette année, chaque plénière était précédée par les témoignages de militants, syndicalistes, sur des luttes locales en cours. Ainsi nous avons pu entendre en particulier, les représentants suivants :

- L'opposition au projet de réacteur prototype à neutrons rapides (Astrid) décidé par le gouvernement socialiste qui sera construit en collaboration avec Bouygues-Construction sur le site du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) à Marcoule (Gard) sur une zone sismique.
- Le combat des Fralib à Gémenos pour faire respecter les décisions de justice à l'encontre d'Unilever et pour relancer une activité coopérative de la marque Eléphant en refusant l'aide proposée par l'Etat.
- Un syndicaliste des usines LATelec, filiale du groupe Latécoère qui fabrique du câblage embarqué (pour Airbus) a expliqué le combat conjoint des salariés en France et dans une autre usine délocalisée en Tunisie.

Pour ceux qui le souhaitent, il sera possible de consulter à Attac 87 le programme de tous les ateliers avec le nom des intervenants et une bibliographie.

A noter que la moyenne d'âge des participants était relativement élevée : peu de moins de 30 ans et beaucoup de personnes de plus de 60 ans. Notre présence a malheureusement aggravé ce constat démographique.

Jean Paul B.

Vue par une Creusoise :

Fin Juillet 2013, Attac organisait à Nîmes une université citoyenne. L'opportunité de participer à des discussions dans les champs qui nous préoccupent : social, écologique, politique. Les plénières en particulier étaient l'occasion de confrontations étayées qui donnent à penser aux participants à partir des propositions de toutes celles et ceux qui à Attac délivrent une analyse qui fait référence.

« Partager des connaissances, des pratiques, des savoirs, Attac tient sa spécificité dans ce combat altermondialiste et solidaire » qu'elle mène mais c'est sa caractéristique « d'éducation populaire tournée vers l'action » que je vais interroger ici, en tant que pratique militante. Des ateliers ont été consacrés à cette thématique :

- Réfléchir au sens des mots que nous employons pour penser notre manière de mener nos luttes.

- Interroger nos pratiques militantes afin de clarifier nos objectifs. »

ATTAC est présente dans de nombreux événements et mobilisations et est reconnue pour ses capacités d'analyse et de décryptage du moins par ses adhérents et sympathisants. Mais comment dépasser localement l'entre-soi ? Car c'est bien le rôle des comités locaux de faire évoluer les prises de conscience : résistance, transmission, éducation pour remettre en cause le discours dominant. Comment dès lors développer l'esprit critique de nos concitoyens ?

Il existe des techniques qui permettent aux militants de se former à l'animation. Les SCOP le Pavé, Vent Debout, l'Orage organisent ces formations pour favoriser l'émancipation individuelle et collective. Il faut monter un dossier, trouver des financements.

Le National souhaite que les initiatives locales lui soient communiquées pour organiser, construire un projet avec des propositions alternatives de terrain. Mathieu Lacour, jeune élu au CA est prêt à synthétiser ce projet.

Déjà, rester lisible et identifiable lors de nos participations aux manifestations locales, ne pas hésiter à aller vers le public pour expliquer les objectifs et faire connaître Attac. La question des supports de communication est à évaluer.

Les élections à venir doivent être l'occasion de participer aux débats d'idées avec la liberté de ton que nous confère notre positionnement non inféodé à un parti politique. Contester l'expertise dominante, mais pour cela encore faut-il se l'approprier à travers les analyses que

nous proposent les membres du Conseil Scientifique, les fondateurs. Pour qu'une démocratie demeure vivante, les idées doivent circuler en boucle et non sur un seul axe vertical, entre décideurs et citoyens .Le local ne doit pas être séparé du global .

Nous avons à réfléchir à notre capacité à mobiliser les jeunes.

Nous travaillons déjà à une mise en synergie de nos forces mobilisatrices avec d'autres acteurs de terrain, associations locales, syndicats pour des actions ponctuelles.

Des manifestations phares sont organisées plusieurs fois par an : ciné-débat, conférences, ouvertes largement au public.

Pour faire connaître Attac en Creuse, nous avons lancé au printemps 2013, une fois par mois un alter-café ouvert à tous. Une thématique précise à chaque réunion est

introduite par l'un d'entre nous puis la parole circule librement entre les membres présents, dans le respect des différences .C'est l'occasion de sensibiliser, informer dans une ambiance conviviale .Nos ambitions restent modestes mais l'envie de faire boule de neige persiste.

La transition sociale et démocratique qui suppose une émancipation individuelle et collective, doit s'ancrer dans la base, la proximité .Dans nos territoires ruraux, pourquoi ne pas envisager l'animation d'un comité local non départemental mais plutôt régional pour préserver des dynamiques plus étoffées.

Il reste à créer des outils, des formes innovantes, chacun doit s'employer à y réfléchir.

Nicole L-C

Stratégies et priorités de rentrée

L'objectif de cette dernière plénière de l'université citoyenne d'Attac était de pointer les enjeux forts du moment et les luttes à venir.

Autour d'Attac, trois syndicalistes (CGT finances publiques, FSU, union syndicale Solidaires) étaient réunis à la tribune. Retraites, assurance chômage, logement social, décentralisation ... c'est à chaque fois la même volonté du gouvernement d'agir rapidement, sans véritable débat démocratique, en écoutant le patronat, les banques, la finance plutôt que les citoyens. L'importance du mouvement associatif, et donc d'Attac, au côté des syndicats était soulignée, car nous sommes face à des enjeux de société dépassant largement les seuls salariés.

Attac mettait en avant d'autres sujets que les syndicats ont plus de difficultés à porter, mais qui nécessiteront de larges mobilisations : la conférence sur le climat, à Paris, en 2015 et les négociations d'accords de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis.

Quelques dates importantes à retenir :

10 septembre : mobilisation sur les retraites,

6 octobre : Alternatiba, village des alternatives à Bayonne,

15 octobre : mobilisation des Indignés,

19 octobre : mobilisation contre l'extractivisme,

15, 16 et 17 novembre : manifestation à l'occasion des 15 ans d'Attac et CNCL,

19 au 24 août 2014 : université des Attac d'Europe, à Paris.

Caravane de Nîmes à Notre-Dame-des-Landes

Pour relier l'Université citoyenne d'Attac France à Nîmes et le grand rassemblement des 3 et 4 août à Notre-Dame-des-Landes, Attac proposait une "caravane des grands projets inutiles imposés", à laquelle deux adhérents de Haute-Vienne ont participé.

Nous avons ainsi fait halte à Saint-Hilaire-de-Brethmas, près d'Alès, dans le Gard, à la ZAD golfique et à Sainte-Colombe-en-Bruilhois, près d'Agen, dans le Lot et Garonne, à la ZAD Agen-Garonne.

A Saint Hilaire, le projet "Les Hauts de St Hilaire" porté par Alès Agglomération, prévoit la création d'une zone d'activités économiques de 30 hectares, de deux golfs (9 et 18 trous) sur 145 hectares avec une ceinture de deux cents villas de standing, de deux bassins de stockage d'eau sur 5 hectares et une urbanisation de 100 hectares essentiellement sous forme de pavillons.

Ce projet couvre 359 hectares, soit plus du quart de la superficie de la commune et en menace la dernière zone agricole et naturelle, même si, pour tenir compte des enjeux environnementaux, il laisse 30 hectares en espaces agricoles et 54 hectares en espaces naturels !

Le Gard a déjà quatre golfs dont deux de 18 trous, à proximité de Nîmes, un de 9 trous près d'Uzès et un de 6 trous à Ribaute-les-tavernes (à une dizaine de kilomètres de St-Hilaire) où

au mois de mai, sur une jachère de l'agglomération. Notre passage a été l'occasion de parrainer ces plants de courges, la récolte bénéficiera à une douzaine d'associations locales de solidarité.

Si en juin 2013, la commission d'enquête a émis un avis défavorable à la demande de déclaration d'utilité publique de projet d'aménagement "les Hauts de St Hilaire", le projet n'est pas abandonné pour autant et la lutte continue !

A Sainte-Colombe, le projet porté par l'agglomération d'Agen, consiste en l'aménagement d'un technopôle, à proximité de la trace de la future ligne à grande vitesse (LGV) Bordeaux-Toulouse et de la future gare tgv.

Là encore, entre les 194 hectares de la technopole Agen-Garonne et les 16 hectares d'emprise de la ligne, ce sont des terres fertiles de la plaine de la Garonne qui disparaissent.

Les opposants réunis dans l'association "Très Grande Vigilance du Bruilhois et de l'Agenais" multiplient les actions contre ces projets et mettent beaucoup d'espoir dans le Conseil Général du Lot-et-Garonne pour les faire échouer. En effet, cette collectivité a produit des analyses et des propositions alternatives à la réalisation de la technopole. Elle a également participé à la commande d'une étude ayant pour but d'évaluer la faisabilité d'une alternative à la LGV GPO en modernisant la ligne existante, entre Bordeaux et Toulouse. Même si le

existe un projet d'extension.

L'eau utilisée pour les golfs sera prélevée par dans la nappe alluviale du Gardon avec interruption pendant les mois d'été et la mise en place de bassins de stockage pour subvenir aux besoins d'arrosage estival ; la consommation pour cette irrigation est estimée à environ 300 000 m³ par an.

Les opposants au projet, regroupés dans l'association "Saint-Hilaire durable", ont fait valoir ces éléments et ont proposé un projet alternatif centré sur une agriculture respectueuse de l'homme et de son environnement, en lien avec les besoins du bassin de population et incluant le tourisme en tant qu'activité complémentaire.

Pour manifester le caractère agricole du territoire, ils ont semé des rangées de courges

gouvernement maintient le lancement des travaux avant 2030 de cette seule ligne à grande vitesse, la lutte se poursuit !

A chaque étape, nous étions accueillis par les associations d'opposants auxquelles se joignaient les groupes locaux de la Confédération Paysanne et d'Attac. Nous avons pu échanger sur nos diverses expériences et nous remotiver autour d'un pique-nique, lors de ces rencontres festives ! La presse locale était présente et a relayé notre passage. Ces soirées étaient aussi l'occasion pour le "caravanier" Désiré Prunier, de présenter sa conférence gesticulée, "2060, la société sans pétrole".

Entre les deux, nous nous sommes arrêtés sur les lieux d'un projet abandonné voilà plus de trente ans, le Larzac, symbole du bien-fondé de la lutte et de son issue victorieuse !

Lecture : Petit manuel de la transition

Un autre monde est-il vraiment possible ? Il le faut car le monde actuel ne l'est plus. Mais peut-on engager la transition vers une société vivable ? Avec qui et comment ? Les réponses, multiples, sont déjà sous nos yeux, issues des mouvements de la société.

Pour leur donner corps et cohérence, Attac propose :

- une cible : l'hégémonie de la finance,
- un objectif qui est aussi un instrument : la prise de pouvoir des citoyens sur leur vie,
- une méthode : la construction de convergences entre mouvements sociaux, du local au global.

Pour permettre aux citoyens de faire de la politique autrement, sans carrières ni rivalités, au seul service du bien commun.

Même si la route est longue, elle peut être tracée. C'est du moins ce que veut

montrer ce petit manuel à l'intention de tous ceux, aujourd'hui nombreux, qui se

demandent si l'espoir est encore permis.

Disponible auprès du groupe local Attac87 - Prix 6€



Sommaire	Page	Sommaire	Page
Il y a de l'argent	1	Caravane de Nimes à NDDL	5
Ensemble, défendons nos retraites	2	Lecture : Petit manuel de la transition	6
Université d'été d'Attac	3		

ATTAC LIMOUSIN - INFOS ET ACTIONS – Bulletin des comités locaux de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne de l'Association pour la Taxation des Transactions

financières et pour l'Action Citoyenne. Imprimé par ATTAC 87, Maison des Droits de l'Homme, 37 rue Frédéric Mistral 87100 Limoges. N°ISSN : 2102-0833 ,

CPPAP : 1006 G 86005. Directeur de la Publication : Jean-Pierre Clausse Tél 05 55 01 28 69 ; E-mail : attac87@attac.org. Site Internet : <http://www.attac.org> ou

<http://www.local.attac.org/attac87> - Ce n° est tiré à environ 500 exemplaires. Les articles publiés dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs !